

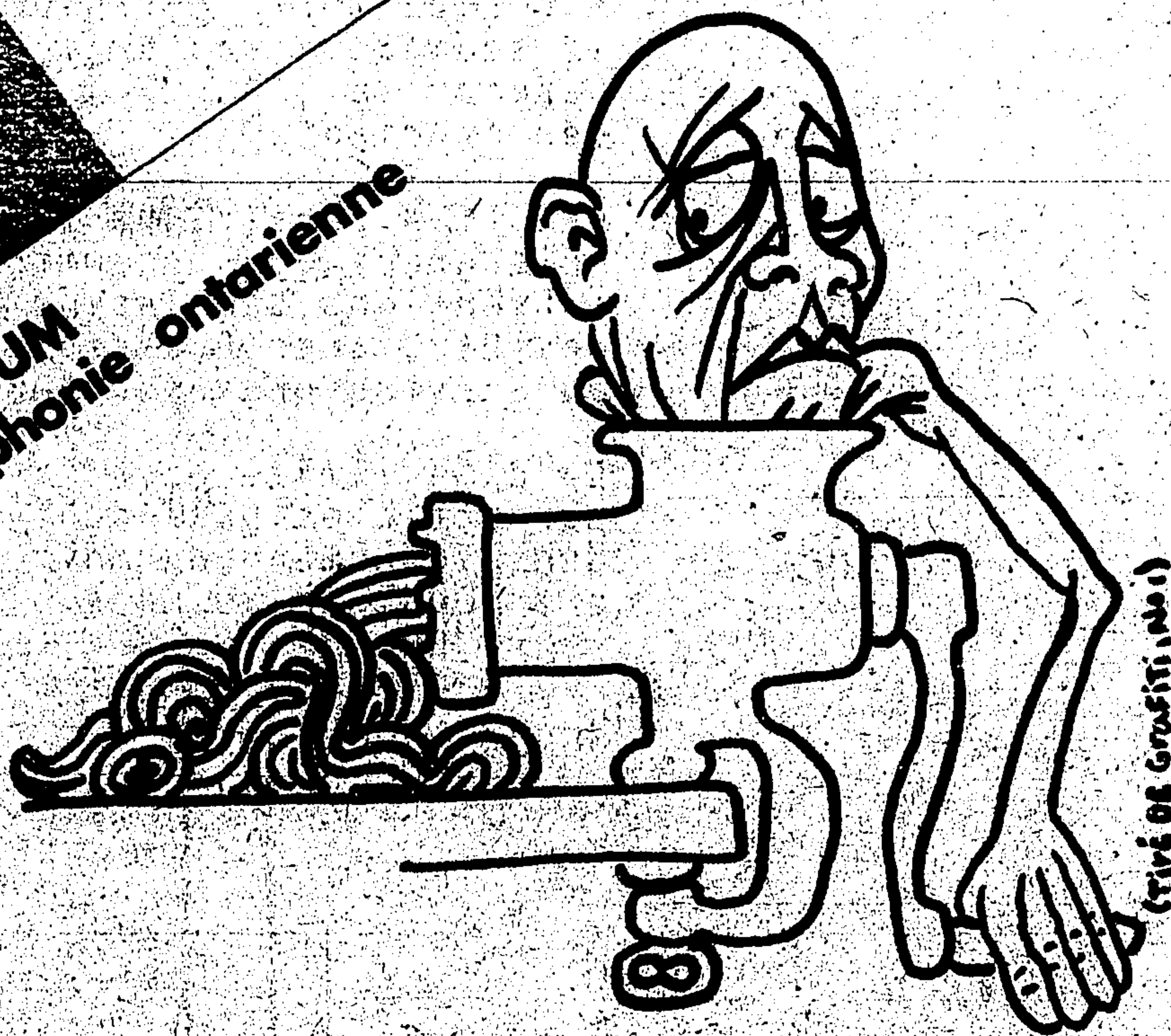
REACTION

VOL. 5, NO. 5, MARS 78

Journées d'échange



SYMPOSIUM
L'avenir de la francophonie ontarienne



(voir 08 Grafik No 1)

RÉACTION

VOL. 5
no. 5

- La revue REACTION est l'organe officiel des étudiants francophones de l'Université Laurentienne de Sudbury, Ont.
- Les opinions exprimées dans REACTION sont celles de toute l'équipe de la revue lorsqu'il s'agit d'un article signé par un membre de l'équipe.
- Les lettres anonymes ne seront pas publiées. Les pseudonymes sont acceptables si ils sont accompagnés d'un nom responsable.
- Adressez toute correspondance et soumettez vos articles aux bureaux de l'A.E.F., G-7, rue des étudiants.
- REACTION paraît une fois par mois grâce aux incommensurables subventions de l'Association des Etudiants Francophones et du Service presque d'Animation.
- La date limite pour la remise des articles pour publication dans le numéro du mois d'avril est jeudi le 30 mars.

SOMMAIRE

- 4 - SYMPOSIUM: "Maintenant, parlons d'avenir." par Normand Renaud
- 7 - Ateliers de théâtre à la Sague
- 8 - Le programme de l'équipe Rémillard - Lefrançois par Marc Rémillard, Michel Lefrançois et amis.
- 14 - Horaire des scrutins
- 15 - OPINION: "Le CPR ne veut pas s'accommoder" par Donald Thibault
- 16 - PAROLES: "Terminus" par Daniel Rhéaume
- 18 - Images d'une nuit sur l'étang
- 20 - RAPPORT: "Rapport préliminaire du comité de planification à long terme de l'A.E.F." par Guy Desmarais et al.
- 26 - La solution du désespoir la plus pratique, par Jean-Yves, Normand, Sylvie et Vivian
- 28 - COMPTE RENDU: "Le débat public du symposium" par Donald Thibault
- 30 - REACTIONS (éditorial): "Du tonnerre pour l'équipe" par Normand Renaud

PRESENTATION:

L'éditeur est fatigué de m'entendre dire des conneries. Cependant, il apprécie bien mon utilité, par exemple en ce moment alors que je dois élaborer la liste des membres de l'équipe de REACTION. Alors voici sans plus darder, ces énergumènes.

Normand Renaud (éditeur, alias le parrain)
Vivian Shalla (celle qui me fait tirer les cheveux)
Donald Thibault (veux-tu un bonbon vert?)
Sylvie Trottier (à Normand de la décrire)
Jean-Yves Cayen (auteur de ce petit texte)

Merci à ceux qui nous ont soumis un article.

SYMPOSIUM

MAINTENANT, PARLONS D'AVENIR.

Ce furent deux jours de conférences qui voulaient sonder "notre avenir". Ce fut un nouveau moment d'interrogation dans la perpétuelle remise en question intérieure du francophone en plein pays anglo-saxontarien. Que devons-nous retenir des réflexions pondératrices d'un ministre du gouvernement québécois, de l'analyse sévère d'un historien de la francophonie en Ontario, du tiède discours politique d'un ministre représentant The Government of Ontario, et d'une causerie à cinq où les apologies du fédéralisme et du nationalisme québécois ont éclipsé les quelques propositions d'action à peine ébauchées par les participants franco-ontariens?

D'abord, comme vue d'ensemble ça porte à remarquer que nous en sommes toujours à interroger d'autres que nous-mêmes afin d'apprendre ce que nous sommes et ce que nous allons devenir. Il est important, certes, mais il ne suffit pas, de s'ouvrir aux conseils, aux messages et aux avertissements qui nous viennent des camps politiques. Ultimement, c'est nous, francophones ontariens, qui devons dire et faire notre avenir. Pourtant, comme le président modérateur de la causerie nous l'a sagement fait sentir, en avertissant l'assemblée de formuler des questions plutôt que des "opinions politiques", prendre nous-même la parole serait une insolence.

Encore une fois, nous nous sommes appliqués à tâter notre pouls tout en évitant de penser aux actions à entreprendre. L'actuel contexte politique canadien présente l'occasion par excellence de se rallier, de prendre position, de faire agir certains leviers en notre faveur. A quand le grand congrès de la francophonie ontarienne? Pour le moment, on a dû malheureusement se contenter de deux journées d'étude où certains semblaient vouloir fermer les horizons plutôt qu'appeler l'avenir.

Dès le début, il a fallu nous convaincre que notre avenir ne dépend pas de façon absolue du résultat du débat sur l'unité nationale. C'est ce que le ministre d'état québécois au développement culturel, M. Camille Laurin, c'est chargé de nous rappeler. Son message est simple: la vitalité et la survivance des minorités dépendent d'abord et avant tout de leur propre volonté et de leur propre détermination.

Il a souligné que dans le Canada, avec ou sans le Québec, c'est toujours au niveau provincial et non fédéral que nous devons faire respecter nos droits linguistiques, culturels et éducationnels. M. Laurin soutient que dans un pacte associatif entre le Canada et le Québec souverain, les minorités profiteraient encore plus de l'action d'un Québec politiquement plus fort et culturellement plus dynamique.

Si nous voulons, comme les quelques réactions de l'assemblée le laissaient entendre, servir d'otages dans un jeu de chantage politique exercé contre le Québec, nous agirons contre l'effet incontestable que les années de revendications québécoises ont eu sur les gouvernements anglophones. Nous n'avons ni raison, ni intérêt à soutenir que le mouvement vers la souveraineté québécoise signifierait l'abandon des minorités francophones hors Québec.

On devait admirer dans la conférence de M. Pierre Savard, directeur du Centre de recherches en civilisation canadienne française, le grand effort qu'il a mis à élaborer une vision de notre situation qui ne sert en dernier lieu qu'à justifier la folklorisation comme projet d'avenir.

C'était le grand diagnostic, bien appuyé par la liste des symptômes déjà connus: la faible proportion de notre population, l'abandon du français comme langue d'usage, la croissance de taux de mariages mixtes, le démembrement des regroupements francophones par la migration vers le sud et par la rénovation urbaine, et ainsi de suite.

De là, M. Savard passe à un très juste exposé de notre "mentalité de minoritaires": nous recherchons la conformité à tout prix avec l'opinion générale, nous cherchons par honte de soi à devenir invisible en adoptant la langue et les stéréotypes anglais, nous sommes satisfaits de nos emplois et de nos positions inférieurs. Nos écoles, selon M. Savard, proposent souvent un enseignement dépassé et abstrait, trop souvent traduit directement de sources anglaises. Notre jeunesse n'est pas rendue consciente de son héritage, et nombre de professeurs inconséquents vivent de notre culture sans la supporter.

Au niveau politique, M. Savard constate l'échec du pacte centenaire des deux nations. Le rêve de l'égalité des deux races s'écroule devant le refus du bilinguisme par les gouvernements et par les individus.

Pour l'avenir, M. Savard ne prône rien de plus que de plier sous le poids de notre histoire. A son dire, les communautés ne disparaissent jamais complètement. Les franco-ontariens qui continueront leur vie tranquille dans les petits villages seront oubliés dans leur marginalité, et les autres se rendront de plus en plus invisibles pour ne pas heurter. Une petite élite profitera comme toujours d'une position d'intermédiaire entre les deux groupes linguistiques.

A une question de l'assemblée, il répond qu'un effort de politisation des franco-ontariens rencontrerait d'insurmontables obstacles, et qu'on ne devrait pas ainsi créer de faux espoirs chez notre jeunesse. Somme toute, M. Savard nous apprend que notre destin historique sera notre folklorisation.

L'avenir que nous propose l'honorable René Brunelle, secrétaire provincial au développement des ressources, c'est celui des optimistes qui se dévouent à arracher les miettes du gouvernement provincial. Il nous rappelle qu'on a nommé quelques coordonnateurs de bilinguisme, qu'on a augmenté dans quelques régions les services légaux et les services de santé en français, et qu'on vient de mettre sur pied un programme d'aide pour encourager les fonctionnaires municipaux à devenir bilingues.

Il faut continuer, nous dit-il, de réclamer des services en français chaque jour, sans céder à la loi du moindre effort. Pourtant, il avoue que son gouvernement sera toujours réticent puisqu'il redoute les conséquences politiques d'un ressac chez les anglophones.

La dernière étape du symposium fut un débat public, intitulé "L'avenir de la francophonie ontarienne".

M. Gérard Godin, député à l'Assemblée nationale du Québec, et M. Keith Spicer, ex-commissaire aux langues officielles, ont tenté d'attirer vers le gouvernement fédéral ou vers le gouvernement souverainiste du Québec les sympathies des franco-ontariens. (Exercice inconséquent, si l'on croit M. Savard, qui plus tôt prétendait que notre poids politique est négligeable). Ce combat de coqs en douce a retenu l'attention de l'assemblée, mais les seules propositions concrètes et positives qui furent prononcées au cours de toute cette suite de conférences n'ont pas semblé éveiller l'intérêt qu'elles méritaient.

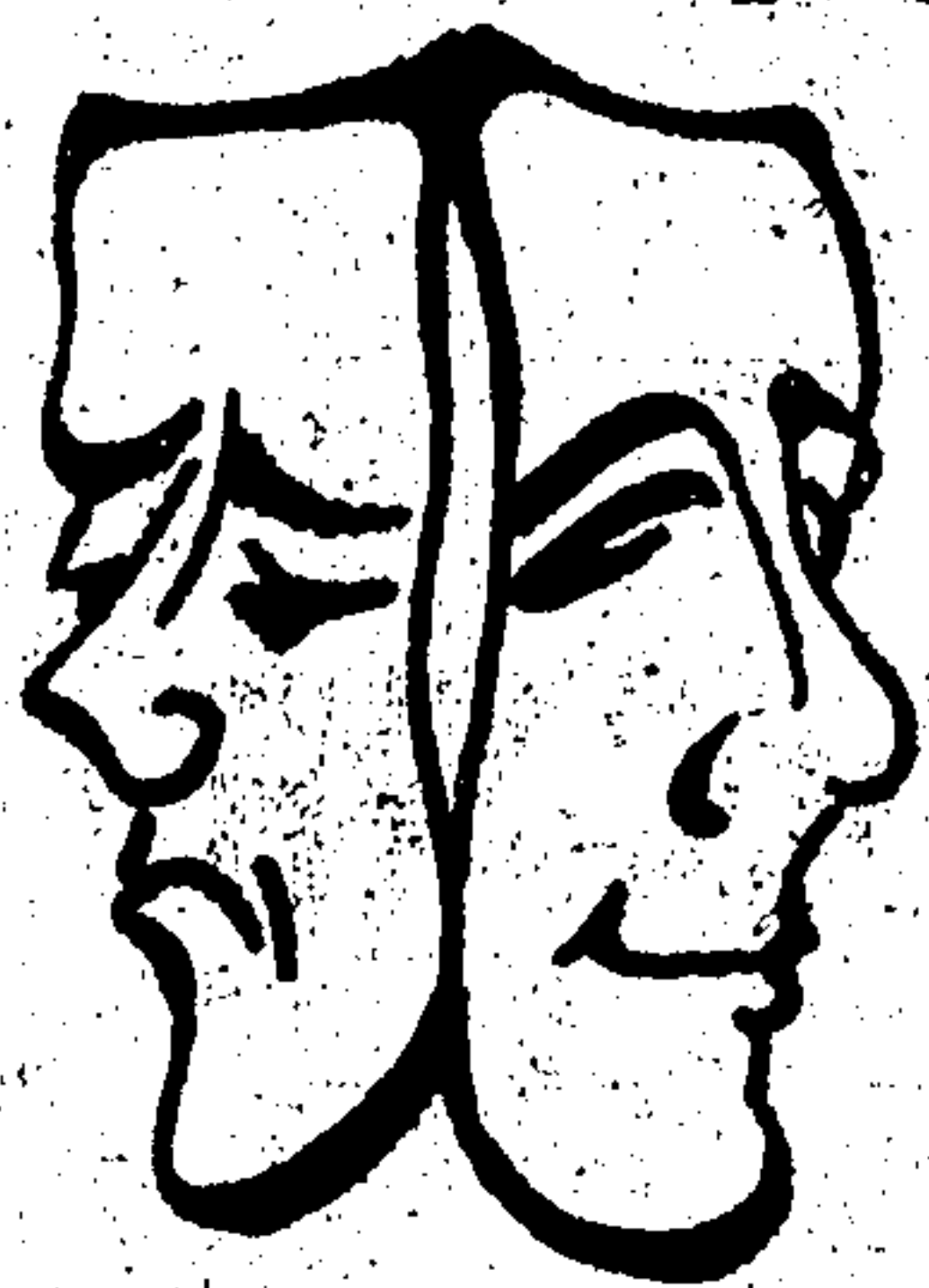
M. Rémi Beauregard, secrétaire de l'A.C.F.O., postula les conditions de base qui nous permettraient de répondre à l'assimilation et d'espérer qu'il y aura effectivement un avenir pour la francophonie en Ontario. Nous devrions, selon lui, revendiquer au moyen de manifestations physiques et populaires, des collèges et universités vraiment francophones, la reconnaissance du français comme langue officielle en Ontario, un réseau de communication bien à nous, et une politique de développement des communautés francophones.

Sur ce dernier point, M. Gérard Lafrénière, directeur du Centre de l'éducation permanente de l'Université Laurentienne, a prononcé les plus importantes remarques de tout le débat. La pratique (ou l'abandon) d'une culture dépend essentiellement de motivations socio-économiques. Bien que sur le plan politique, notre faible représentation n'a jamais été un grand levier, nous avons réussi par contre à nous doter de structures au niveau de l'économie régionale qui sont loin d'être insignifiantes. Nos Caisses populaires, et surtout nos coopératives offrent des services essentiels et créent des emplois pour un nombre considérable de nos gens, et le tout en français. Voilà une véritable voie pour l'avenir, une de celles qu'un "symposium sur l'avenir de la francophonie en Ontario" aurait dû mieux ouvrir.

Les remarques du début s'imposent comme conclusion: c'est le temps plus que jamais de cesser d'étudier notre situation et de commencer de la prendre en main. "Le tableau est sombre", ça enfin on doit commencer à le savoir. Il faut souhaiter que la prochaine fois que nous serons deux ou trois cent francophones réunis, nous parlerons de projets, nous tenterons des expériences, nous passerons enfin de la plainte à l'action.

Normand Renard

ATELIERS DE THEATRE



les 17 - 18 et 19 mars

A LA SLAGUE

MIME

DECOR

DANSE

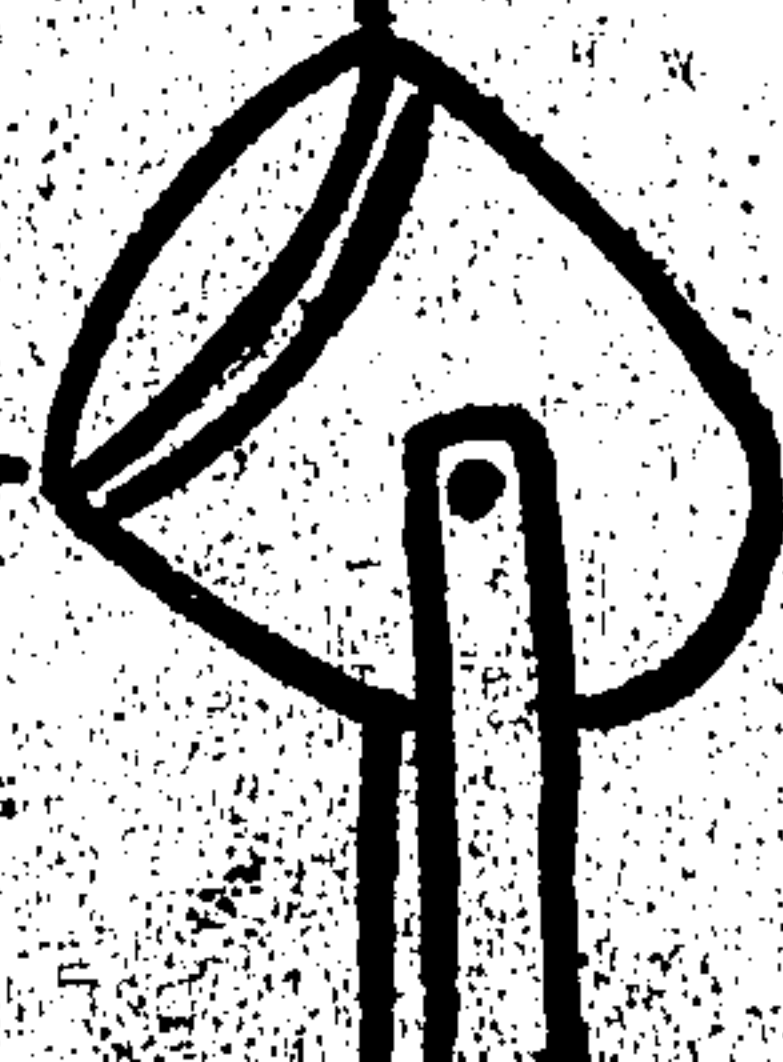
COSTUME

IMPROVISATION

ECLAIRAGE

Théâtre Action vous invite à participer à une fin de semaine de THEATRE. A cette occasion nous avons engagé pour vous des artistes professionnels qui vous offriront des Ateliers d'improvisation, de mime, de technique de son, de décor, de costume et d'éclairage. Les frais d'inscription sont de \$5.00. Cette somme minime vous permettra d'assister aux ateliers, à quatre repas et à deux spectacles de qualité:

LA CUISINE DE LA POESIE
et
GAROLOUP (Loupgarou)



LES ETUDIANTS AU POUVOIR

avec l'équipe

REMILLARD - LEFRANÇOIS

"finies les folies..."

PROGRAMME DE L'EQUIPE REMILLARD - LEFRANÇOIS

étudiants francophones de la laurentienne: on vous aime!

Comme chaque année, mars ramène sur notre campus la fièvre électorale!!! Les étudiants francophones iront demain aux urnes se choisir un nouveau conseil d'administration de leurs affaires...

LES AFFAIRES ETUDIANTES A LA LAURENTIENNE

- ...crise de l'emploi
- ...crise constitutionnelle
- ...crise d'unité, d'identité
- ...crise de l'énergie
- ...crise des minorités
- ...crise internationale

Décidément nous, étudiants francophones d'ici, nous n'avons pas choisi notre époque: on est bien tombé!

Dans tout cela, et devant tout cela, comment réagir? Que voulons-nous au juste? Nous voulons, il va de soi, de la compétence (autrement nous ne serions pas ici, non!); de l'information et de la formation; des connaissances... Puis, nous voulons surtout demain pouvoir gagner notre vie (des idiots, non!)... Puis, nous voulons être heureux, ici, maintenant: il nous semble que c'est tout de même beau, être jeunes... c'est encore beau!

Dans tout cela, et devant tout cela, où commencer au juste? On ne peut tout de même pas tout faire, partout, en même temps!

Bien, nous essaierons de commencer où nous sommes, ici et maintenant: en 1978, sur le campus de la Laurentienne, qui demeure tout de même notre université! -Et comment commencer? Bien, nous voulons, entre mille autres choses, avoir une association étudiante qui nous représente vraiment et qui cherche notre bien, à nous, mais de façon intelligente et positive.

Or, justement, une équipe, du tonnerre, nous propose et un bon programme et ses services: enfin! c'est pas trop tôt!

Que veut pour nous, et avec nous, l'équipe populaire de Rémillard-LeFrançois, des gars comme nous, et bien corrects?

Bien lisez notre, votre programme, et vous verrez bien! Tiens, on le publie justement. Les grandes lignes de ce programme à notre taille? Eh bien! les voici:

-ré-animer, ressusciter le socio-culturel: il faut que les étudiants francophones aiment ça, vivre ici, et vivre ici en français. A cette fin, nous proposons les réformes que vous explique notre programme: ma foi!, on a déjà fait plus bête sur ce campus; mais on a rarement fait plus concret, intelligent et positif!

-améliorer l'académique: exiger, par des mesures concrètes et efficaces,

ce à quoi on a le droit: une instruction en français. D'accord donc avec nos profs, on passe à l'attaque et réclame notre dû, ici. Rien de plus; mais rien de moins! Notre université francophone, on l'aura!

-participer au pouvoir, là où se prennent les décisions. Quoi! est-ce rêver en couleurs que d'aspirer à l'auto-détermination sur ce campus, quand il s'agit de nos affaires. Pas un francophone bien né qui ne le croie!

Voyez les réformes concrètes, pratiques, de notre programme, concernant tous ces points. Et dites-nous donc si c'est illusoire que de vouloir ce que nous voulons!

Ce que nous voulons: nous ne le voulons pas contre qui que ce soit: on est contre personne nous autres: on est pour tout le monde. On veut enfin que ça bouge, sans fanatisme, ni snobisme, ni guerre!

On n'est pas des fanatiques: on est des francophones! Des amis, vos amis...

.....pis, comme l'a un jour dit Pierre-Elliott Trudeau: Finies les folies... et vive, et vienne la folie de la jeunesse, de notre jeunesse, avec l'équipe gagnante: Rémillard-LeFrançois, les étudiants d'aujourd'hui, de demain, et de toujours!

SIGNE: DES AMIS DE L'EQUIPE DU TONNERRE!

Chers étudiants,

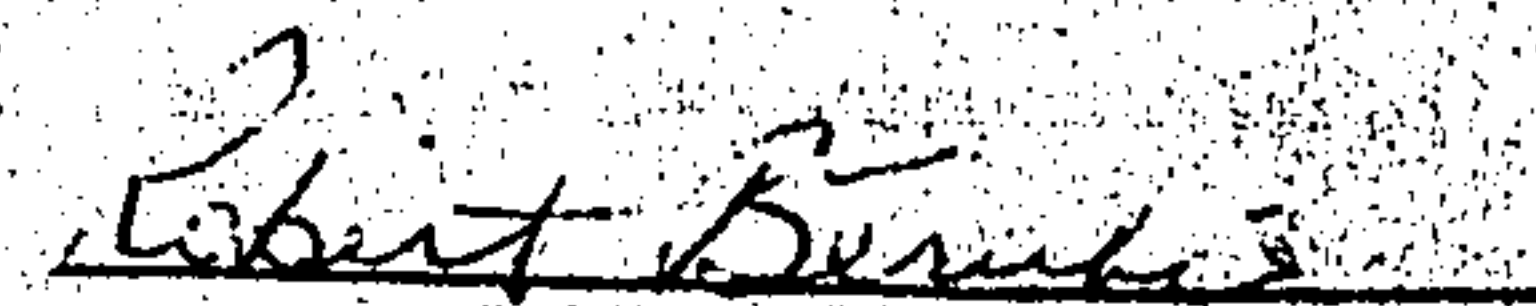
Depuis quelques années, il me semble que le fait franco-ontariens, ici à Sudbury est en train de perdre sa vitalité. Il me semble aussi que certains étudiants se fichent du fait francophone. De plus en plus l'administration de l'université Laurentienne semble se définir à l'anglaise. Il reste que plusieurs groupes francophones semblent se perdre dans l'inconscience du passé.

Mes amis, il faut cesser de niaiser dans une inconscience ou insouciance politique. Il faut conquérir, il faut se réaffirmer pour être capable de produire.

Ce qu'il nous faut ici à la Laurentienne c'est un groupe qui peut réaffirmer nos valeurs socio-culturelles, politiques et économiques pour assurer notre présence comme franco-ontariens ici à l'université Laurentienne.

L'équipe Rémillard-LeFrançois veut réaffirmer nos valeurs en tant que franco-ontariens.

Lors de l'élection de l'AEF, rappelez-vous de cette équipe. Une chance vous est offerte, profitez-en.



Robert Bérubé
représentant étudiant au département de français

REMILLARD - LEFRANÇOIS

LAURENTIAN UNIVERSITY



UNIVERSITÉ LAURENTIENNE

SUDBURY, ONTARIO

HISTORY SOCIETY

SOCIÉTÉ HISTORIQUE

7 mars, 1978.

Cher confrère,

Devant les mesures restrictives annoncées la semaine dernière par le ministère de l'éducation, l'université Laurentienne se verra obligée de couper dès l'an prochain des cours à son programme. Il va sans dire que les cours offerts en français seront les premiers touchés. Dans la situation présente nous nous voyons mis devant l'alternative suivante: ou abdiquer et tout simplement renoncer à nos droits les plus légitimes; mais tout comme vous, nous opterons pour l'autre solution de l'alternative, position qui est celle des candidats Rémillard-Lefrançois aux postes de président et vice-président à l'A.E.F.: récupérer les décisions qui nous concernent et formuler nous-même un cadre correspondant à nos besoins. Dans notre intérêt, l'équipe Rémillard-Lefrançois par son programme politique entend rétablir cette norme d'équité: le droit à la justice dans les programmes, droit qui fait défaut à l'heure actuelle. Nous francophones, avons aussi droit à une place respectable dans cette université. Nous croyons que le duo Rémillard-Lefrançois offrira à chaque étudiant francophone une représentativité plus équitable.

Nous sous-signés appuyons fermement l'équipe Rémillard-Lefrançois

Helene C Monard
Daniel Cayer

Michel D'Amours
Eric Robineau

Vos représentants de S.H.U.L.

REMILLARD - LEFRANÇOIS

I Politique des programmes en français

- A - ralliement des étudiants au Conseil de l'enseignements en français (C.E.F.). Et ceci dans le but d'ouvrir une Force de Frappe et un Front commun.
- B - pour stimuler le programme, on préconise la parité au sein de l'administration, notamment au Sénat. En d'autres mots, que les décisions émanent d'un organisme francophone i.e. le C.E.F. et non pas du sénat à majorité anglophone.
- C - politiques d'ouverture de cours français dans:
 - 1 - les sciences naturelles
 - 2 - éducation physique
 - 3 - "nursing"
 - 4 - autres...

II Politique du pouvoir

On préconise de prendre en main le pouvoir des décisions concernant les étudiants franco-ontariens de l'université. La présente situation empêche et contient l'initiative des étudiants à évaluer une politique ferme d'action; en d'autres mots, nous préconisons l'abolition de l'empirisme de l'élite administrative de l'université Laurentienne. Ce que l'équipe Rémillard - Lefrançois veut promouvoir c'est la réforme, le dynamisme, la justice et l'implication plus large des étudiants dans le contexte du procédé des décisions qui les touchent, que ce soit directement ou indirectement. Enfin, notre équipe se veut le porte-parole des étudiants, quant à la qualité des cours offerts en français.

III Politique socio-culturel

La responsabilité d'initier et de promouvoir la vie et les loisirs en français sur le campus.

IV Service d'animation

La réinstallation du Service d'animation: un animateur à temps plein; récupération des argents perdus (plus intérêts).

V Journal Réaction

A - assurer un local d'opération équitable et permanent pour le journal, puisqu'il n'a pas de local garanti pour publier régulièrement.

B - stimuler financièrement le journal.

VI Journée francophone d'inscription pour la session d'hiver 1978-1979

A - comme première initiative on préconise une journée complète pour l'inscription des étudiants francophones session d'hiver 1978-79.

B - bureau d'orientation pour les étudiants de première année et d'une campagne d'information durant l'été, pour les renseigner sur l'Association francophone des étudiants de l'université.

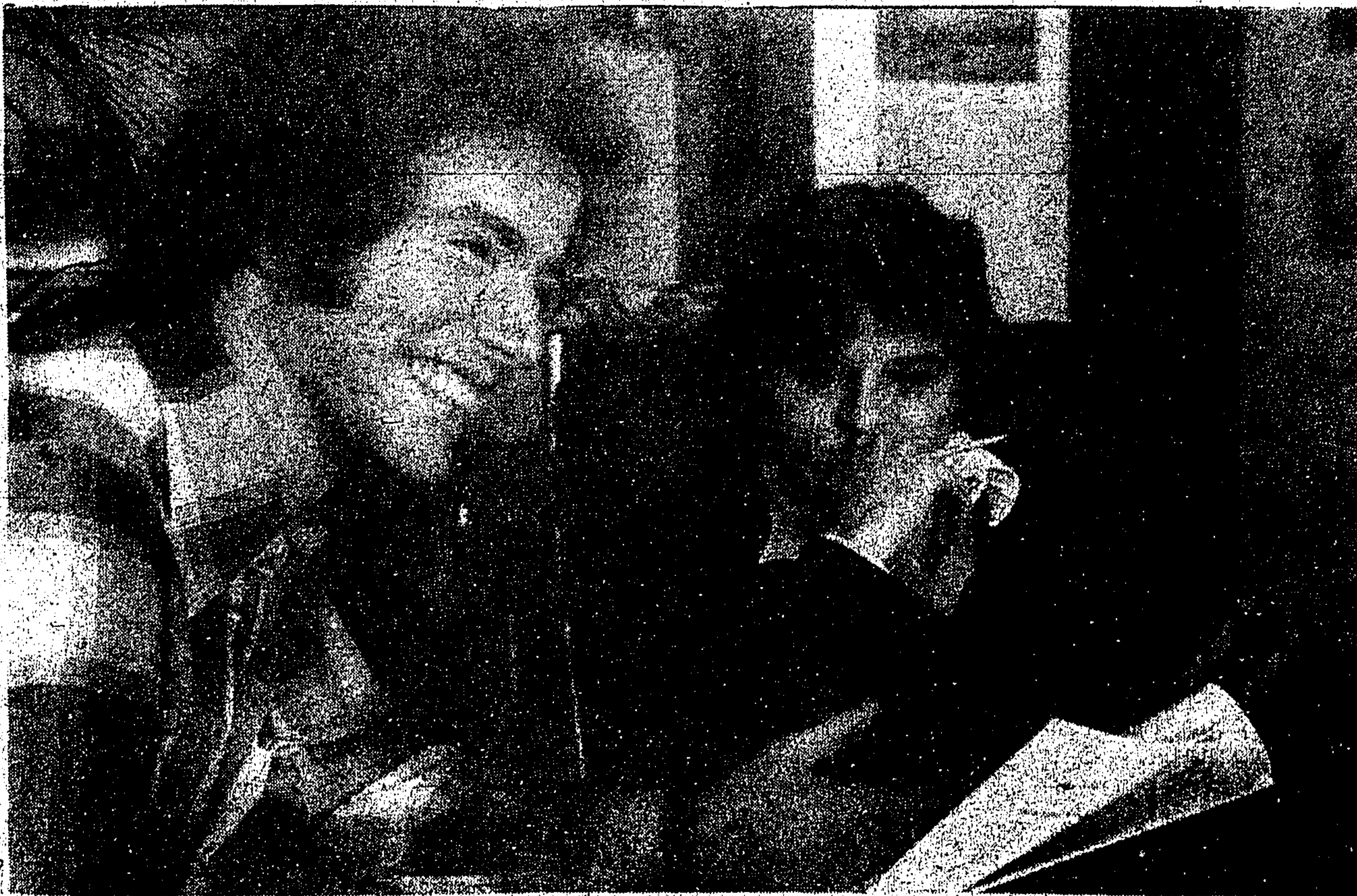
C - café - rencontre des novices.

VII "L'entre-deux"

Faire garanti un local propre à la collectivité francophone de l'université. Un "vestiaire" ce n'est pas acceptable.

VIII "Pub"

Si l'université est pour se dire bilingue, on devrait le refléter, même dans la sélection de la musique au Pub Voyageur.



Michel Lefrançois,
candidat au poste de vice-président

Marc J. Rémillard,
candidat au poste de président

élections

HEURES ET LIEUX DES BUREAUX DE SCRUTIN

FOYER DU GRAND SALON	10 à 6:30 p.m. 10 à 5:00 p.m.	mardi, le 14 mars 1978 mercredi, le 15 mars 1978
FOYER DE LA CAFETERIA DES SCIENCES II	10 à 4:00 p.m. 10 à 4:00 p.m.	mardi, le 14 mars 1978 mercredi, le 15 mars 1978
E. EDUCATION PHYSIQUE (DEVANT LA BIBLIOTHEQUE)	10 à 4:00 p.m. 10 à 4:00 p.m.	mardi, le 14 mars 1978 mercredi, le 15 mars 1978
RUE DES ETUDIANTS (DEVANT LE BUREAU DU PORTIER)	10 à 7:00 p.m. 10 à 5:00 p.m.	mardi, le 14 mars 1978 mercredi, le 15 mars 1978
RESIDENCE MATTE	10 à 7:00 p.m. 10 à 5:00 p.m.	mardi, le 14 mars 1978 mercredi, le 15 mars 1978
ECOLE DES SCIENCES DE L'EDUCATION	10 à 3:00 p.m. 10 à 3:00 p.m.	mardi, le 14 mars 1978 mercredi, le 15 mars 1978

à élire au suffrage universel:

- 1) l'équipe président/vice-président
- 2) le sénateur étudiant
- 3) le coordinateur de chacun des comités définis par la constitution de l'A.E.F.

à élire au suffrage sectoriel:

- 1) un représentant par faculté, élu par les étudiants qui ne sont pas représentés par une association de département(s) ou école(s) ayant un siège dans le Conseil de l'A.E.F.
- 2) les représentants des associations reconnues par le Conseil de l'A.E.F. (départements, écoles, collèges)

OPINION

Le CPR ne veut pas s'accommoder!

Ian Sinclair, président du Siège Social de la CPR à Montréal, a déclaré le 5 mars dernier au réseau CTV que la CPR ne pourra pas s'accommoder 3 500 emplois. Il va tout simplement déménager, soit transférer le Siège Social CPR à Toronto.

Sinclair a dernièrement soumis une plainte au gouvernement du Québec, disant que le CPR ne se soumettra pas à la loi 101 parce que le siège social à Montréal ne peut pas fonctionner en français: "We like it in Quebec, we liked it there during the past 100 years, but if we cannot function effectively and sufficiently we will leave." Il dit qu'il n'a pas l'intention pour l'instant de déménager le Siège Social CPR à Toronto mais qu'il n'éloignait pas cette possibilité. Un des journalistes lui faisait remarquer qu'il avait déjà commencé à déménager sans bruit, hypocritement, puisque dernièrement les unités de la gérance des fonds de pension et de sécurité sont déjà rendus à Toronto.

Il a mentionné que Toronto est la base financière du Canada, et que Montréal ne pourra jamais regagner ce qu'elle avait dans le domaine de l'industrie des sièges sociaux parce que ceux-ci se détériorent graduellement. Il a accusé le gouvernement québécois d'être le seul responsable de la détérioration économique au Québec. Il a enfin déclaré qu'il était

certain que les gens du Québec vont opter lors du référendum à rester dans la confédération, mais que les difficultés économiques seront maintenues si le Parti Québécois est réélu.

Il y a une grosse contradiction chez le président Sinclair. Il dit qu'il n'a pas l'intention de déménager mais il a déjà commencé. Et aussi il dit qu'il aime ça vivre au Québec et qu'il est certain que les gens ne voteront pas en faveur du séparatisme, mais il n'est pas prêt à faire les modifications nécessaires pour accommoder le CPR à la loi 101 qui traduit la volonté des Québécois.

Il est certain que le Siège Social du CPR ne pourrait pas fonctionner avec efficacité en français alors qu'il n'a même pas essayé de faire les planifications et modifications nécessaires que ceci pourrait exiger à la compagnie. Il accuse le gouvernement du Québec d'être le seul responsable de la détérioration graduelle de l'industrie des sièges sociaux à Montréal pendant le période où aucun des sièges sociaux était forcé de déménager du Québec.

Donc ce à quoi les francophones assistent une fois de plus, c'est le refus des sièges socio-économiques à accepter comme fait établi la réalité francophone dans cette province. Ce n'est pas que les sièges socio-économiques anglophones

PAROLES

TERMINUS

"THIS IS THE END,
MY FRIEND.
THE END (...)"

"ALL THE CHILDREN ARE INSANE."

The End, Jim Morrison (Sagittaire prophète) and The Doors.

Le monde tel que nous le connaissons actuellement disparaîtra dans les derniers soubresauts de l'Age des Poissons en voie de transition dans l'Ere Glorieuse du Verseau. Nous sommes arrivés, collectivement et individuellement, au terminus de notre course vertigineuse de ces Temps Discontinus sur nos "montagnes russes hors contrôle" pour faire allusion à une chanson de Dan Hill dont le nom m'échappe en ce moment fugitif parmi tant d'autres.

Il me semble que dans notre époque post-industrielle (voir John Kenneth Galbraith, entre autres), nous vivons les derniers jours du capitalisme traditionnel en attendant l'expansion inconditionnelle de la Révolution Civile Mondiale déjà commencée et qui fera rage partout bientôt. Preuve: l'économie mondiale en décrépitude... tout sera pire avant les beaux jours de l'avènement de l'Ere du Verseau.

COUNTDOWN:
HOLOCAUSTE NUCLEAIRE

vers 1999-2000, sinon avant:

2/3 DE LA VIE DETRUITE;
POINT DE MIRE: MOYEN-ORIENT

Alliés: (détente) U.S.A. + U.S.S.R.
Agresseurs: Pan-Arabs + Chine Rouge

(armée dénombrant un minimum de 200,000,000 robots post-maoïstes)

"BIG BROTHER", Orwellien

ANTECHRIST: GENIE TENHNOCRATIQUE
INSURPASSABLE
IDEOLOGUE POLITICOLOGUE TYRANNIQUE

Il semblera éviter la crise imminente du Moyen-Orient via une paix illusoire à la Sadat, mais cela n'empêchera pas la destruction presque complète de la terre par les Masters of War exécrés par Dylan, les M.I.R. U.S., les CRUISE MISSILES, les I.C. B.MS et ad nauseam, stupidités machiavéliques qui me ratatinent la rate et aiguissent ma dissidence marginale déjà prononcés.

(Tout ceci est une synthèse prognosticative et intuitive de ce que je vois trop clairement et les idées d'Arnold Toynbee ré: la dictature mondiale imminente dans Change And Habit: A Challenge For Our Time, le film le plus récent de Bergman ré: nazisme, The Serpent's Egg; l'Apocalypse de Jean de Patmos, The Late Great Planet Earth d'Hal Lindsey, les Centuries de Nostradamus pour le vingtième siècle et tout ce qui nous parvient ré: l'état policier universel qu'engendrent la F.B.I., la G.R.C., la C.I.A., le K.G.B., le K.K.K., la ré-émergence populaire du nazisme à Chicago et en Allemagne, les oeuvres de Sakharov, Soljénitsyne, Kurt Vonnegut Jr., Raoul Duguay, etc... qui décrivent les horreurs politiques de notre temps:

POINT CULMINANT DU DANGER IMMINENT;

la popularité de l'ultra-conservatisme politique & de la mode (l'accepta-

tion populaire des pouvoirs usurpateurs de la G.R.C. au Canada, le silence général pour les Nazis de Chicago qui veulent marcher dans le district résidentiel juif de Skokie, etc...)

Les théories qui matraquent nos libertés de B.F. Skinner, du "LIFE-BOAT ETHICS", etc... populaires.

Il y a cause d'alarme; voilà d'où ma DETONATION VERBALE ULTRADISSIDENTE ANTI-ESTABLISHMENTARIANISTE !!!

Liberté inconditionnelle universelle maintenant!!!

Nous n'avons pas assez de Jane Fondas, de Ralph Naders, de Amnesty Internationals, d'anti-militaristes, d'anti-belligérants, de Mahatma Gandhis, de Martin Luther Kings, etc...

La situation est trop GRAVE, URGENTE pour rester cois dans une complaisance écoeuramment peu lucide!!!

REVEILLONS-NOUS! NOS LIBERTES DISPARAISSENT CHAQUE SECONDE! GRACE A VOTRE APATHIE, NOUS SERONS BIENTOT LES ESCLAVES DE BIG BROTHER, DICTATURE MONDIALE!!!

"The time to hesitate is over,
The time to wallow in the mire(...)
Light My Fire, Jim Morrison and
The Doors, circa
1967

Pour mieux mettre le point sur le "i", voici Robert Charlebois, notre contestataire par excellence avec Pauline Julien:

1er paragraphe
Paroles: Mouffe
Musik: Charlebois

"URGENCE"

Nos chansonnettes sans importance
Qui distillent la complaisance
Hantent les nuits de mes vacances
Se répètent avec insistance
Me tuent par leur insignifiance
Moi qui suis en état d'urgence"

C'est comme cette université cras-

seusement pseudo-politisée, ce TROU D'ENTONNOIR, cette maudite institution crapuleusement UG!!! GRR!!! YEK!!! au point extrême.

Je suis écoeuré de votre APATHIE dégueulasse!

DECONTRACTONS-NOUS!

Il est déjà presque TROP TARD!

Daniel Rhéaume.

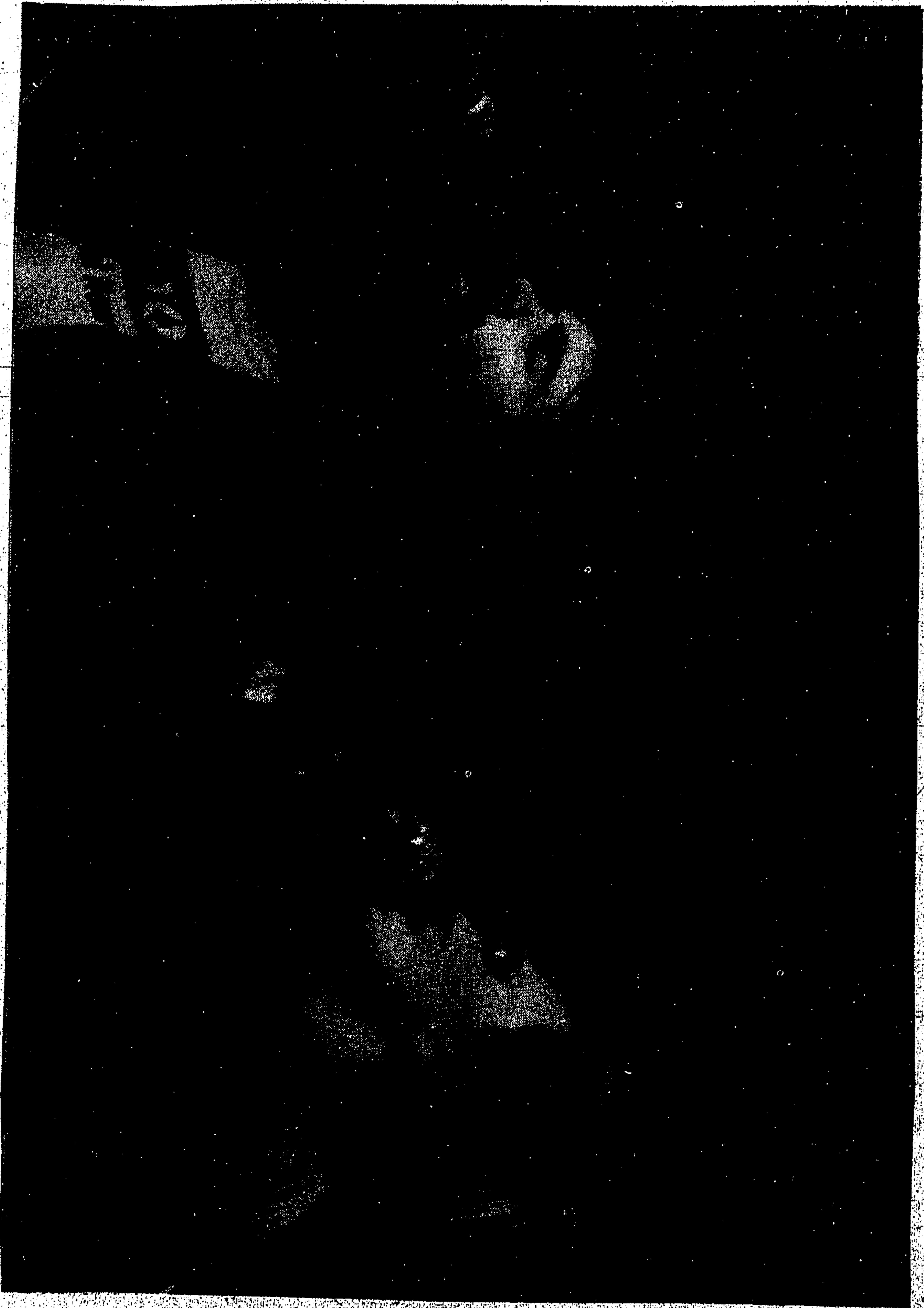
Le CPR... suite de la page 15

ne peuvent pas s'accomoder mais plutôt qu'ils ne veulent pas. Alors on assiste à des menaces de départs fréquentes de ceux-ci, car ils veulent être unilingues anglais en paix.

La vive sensation d'écoeurement devant tout ceci provient du chantage flagrant des sièges socio-économiques anglophones, qui utilisent des prétextes mensongers pour partir de la province du Québec alors que la vérité est qu'ils refusent de respecter la réalité francophone. Souvent ce sont eux qui défendent l'unité nationale alors qu'en fait, ils ne veulent pas et n'ont jamais voulu lever le bout du petit doigt pour aider cette cause qu'ils défendent ardemment avec babillages.

Ian Sinclair est un exemple frappant parmi tant d'autres de ce que je viens de dire. Il ne faut pas blâmer le gouvernement du Québec qui crée des lois pour protéger la culture française, mais plutôt blâmer les gens qui se disent prêt à déménager plutôt que de s'ajuster à vivre avec une des deux nations fondatrices de ce pays.

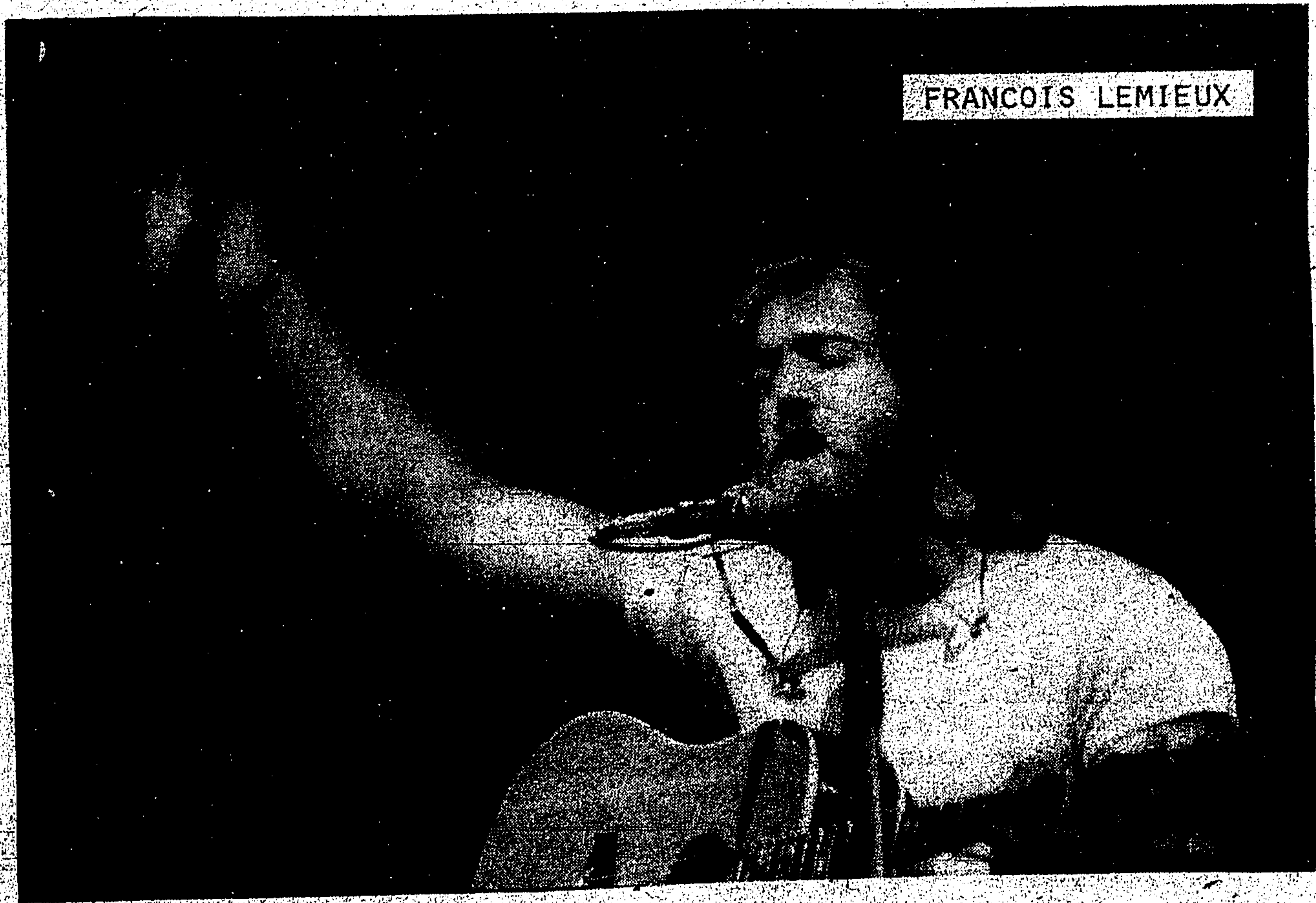
Donald Thibault



ROBERT DICKSON ET DAISY DE BOLT
LA CUISINE DE LA POESIE

voix d'une nuit

FRANCOIS LEMIEUX



sur l'étang

RAPPORT

RAPPORT PRELIMINAIRE DU COMITE DE PLANIFICATION A LONG TERME DE L'A.E.F.

L'Université Laurentienne a atteint un certain palier dans son développement. Pour la première fois depuis plusieurs années, l'institution a subi une diminution dans le nombre d'inscriptions. Toute prévision indique que cette baisse sera continuelle pour les quelques années à venir. D'ailleurs, il est clair, que le nombre total d'étudiants de la province diminuera de façon marquée après l'année 1983.

La justification des petites institutions qui furent créées pour satisfaire à la demande accrue du "baby boom" deviendra très épineuse si nous n'affrontons pas les prochaines cinq années, avec une attitude différente, une attitude réaliste, une attitude positive.

Notre tâche est simple. Il faut satisfaire les besoins de notre marché. Nous devons replacer le "focus" vital sur la population que nous desservons. Ceci doit se faire de deux façons:

- A- Il y a le marché anglophone. Nous offrons présentement un bon nombre de programmes en anglais. Il semble y exister deux secteurs d'expansion, soit l'Ecole de commerce et l'Ecole de génie qui doivent absolument être encouragées. Dans les autres secteurs, le gros du travail se retrouve dans le domaine des relations publiques. Nous devons apprendre à vendre nos produits dans les écoles secondaires. Nous espérons que le Task Force pourra s'acquitter de cette tâche. En plus, les moyens de recrutement entrepris par des individus tel le prof. Shorthouse devraient être encouragés.

B- Il y a, d'autre part, le secteur francophone. Une distinction importante doit être faite: contrairement au secteur anglophone nous n'avons qu'un compétiteur qui est évidemment, l'Université d'Ottawa.

Statistique pour l'année prochaine: Province de l'Ontario

Le choix d'université	% des étudiants en 13e année ¹	Nombre ² absolu
Ottawa	60.4	748
Laurentienne	15.8	196
Autres	23.8	295
<hr/>		
TOTAL	100.0 %	1239 [*]

Source ¹ : Rapport: Intentions éducatives et professionnelles des élèves franco-ontariens des écoles secondaires de l'Ontario en 12e et 13e année (1975-76).
Tableau VIII et X.

Source ² : Statistiques préparées au bureau de J.B. Beaulieu au Ministère de l'éducation de l'Ontario

* : 1960 étudiants francophones sont présentement (1977-78) en 13e année. D'après le rapport mentionné ci-haut (source ¹), en moyenne 63.2% de ces étudiants poursuivront des études à l'université ($1960 \times 63.2 = 1239$)

Voici la situation présente. Avec les programmes ou cours que nous offrons présentement, nous n'avons que la capacité d'attirer 27.7% des étudiants francophones en 13e année de la province (voir appendice A). Présentement, dans les domaines de commerce, d'éducation physique, du service social et du nursing, nous attirons seulement 10.27% du nombre total d'étudiants (253) qui s'intéressent à ces programmes. La réalité concrète est que seulement dans la région immédiate de Sudbury, la Laurentienne réussit à attirer plus d'étudiants francophones que l'Université d'Ottawa. (voir appendice B)

Il est possible, si nous adoptons la bonne attitude, d'attirer un grand nombre d'étudiants francophones de la province. Pour accomplir cela, nous devons établir des programmes français dans les secteurs de "low-cost, high-efficiency" tel le Commerce, l'Education physique et les Sciences de l'éducation.

Programme	% de la province	nombre
Commerce	9.2	114
Ed. physique	6.6.	82
Education	8.3	103
TOTAL	24.1	299

Ce diagramme nous indique le nombre d'étudiants francophones présentement en 13e année qui désirent se lancer dans ces programmes.

Ce projet doit être, sans nul doute, la première priorité de l'Université. Les programmes de Commerce et d'Education physique sont déjà offerts en anglais mais ils peuvent être développés pour satisfaire aux besoins francophones à un coût relativement minime.

Aussi, l'Université doit accroître son appui financier à l'Ecole de nursing pour lui permettre de développer une crédibilité dans le marché francophone de la province. (30 étudiants francophones veulent s'inscrire à un programme de nursing pour l'année 1978-79)¹. Il existe moins de demande pour des infirmières anglophones tandis qu'il existe une pénurie d'infirmières bilingues.

¹ Etudiants francophones en 13e année qui désirent fréquenter une université (1239) x % intéressés au nursing (2.4%) = 30

L'Ecole des sciences de l'éducation doit recevoir ce qui lui est nécessaire à la mise sur pied d'un Baccalauréat et d'une Maîtrise.

L'Université Laurentienne doit prendre en main immédiatement son avenir. Nous devons utiliser nos ressources d'une façon créatrice et productrice.

Tous les programmes dans les arts doivent être restructurés pour permettre aux étudiants à temps-partiel de suivre davantage de cours. Les nouveaux programmes en Commerce, en Education physique, en Education et en Sciences infirmières doivent dans un même temps, se donner le rôle d'éducateur aux étudiants à temps partiel. D'ici septembre, l'Université doit entreprendre un sondage massif pour évaluer les besoins d'études à temps partiel chez la population du moyen et du grand nord.

Les cinq prochaines années seront les plus importantes à l'Université Laurentienne. Elle devra, après ce temps, justifier son existence, alors que le nombre d'étudiants de la province aura diminué de beaucoup.

Notre défi est de satisfaire les besoins de notre population et notre survivance dépend du progrès que nous pourrons faire.

A suivre:

- Rapports
- Ecole de Commerce
 - Ecole d'Education physique
 - La Faculté des sciences
 - Service social
 - La Faculté des arts
 - Processus budgétaires
 - Service d'animation
 - La vie étudiante

Appendice A

POUVOIR D'ATTRACTION DE L'UNIVERSITE LAURENTIENNE

Les Arts	Programme	% ¹	nombre ²
	Histoire	.9	11
	Sci. Politique	1.2	15
	Sociologie	1.1	14
	Psychologie	3.1	38
	Français	1.4	17
	Philosophie	.3	4
	Anthropologie	.2	3
	Economie	.4	5
	Géographie	1.7	21
	Linguistique	.6	8
	Etudes class.	1.5	19
	Relations int.	.1	1
	Criminologie	.6	8
	Arts Sans spécialisation	5.9	73
	SOUS TOTAL	19.0%	237

Autres

Service social	2.2	27
Education primaire	4.5	56 ³
Traduction	2.0	25
<hr/>		
SOUS TOTAL	8.7%	108
<hr/>		
GRAND TOTAL	27.7%	345
<hr/>		

- 1- Pourcentage des étudiants francophones qui s'intéressent au programme en question - Rapport Bordeleau
- 2- Nombre d'étudiants qui s'intéressent au programme (étudiants en 13e année cette année qui désirent fréquenter l'Université x pourcentage de 1975-76)
- 3- Ceci ne comprend pas la totalité de ceux qui s'intéressent à l'éducation

Appendice B

INSCRIPTION FRANCOPHONE¹ DANS LES ECOLES PROFESSIONNELLES
VIS-À-VIS LE NOMBRE QUI S'INTERESSE AU PROGRAMME DANS LA
PROVINCE ENTIÈRE

Programme	% ²	nombre ³ % x 1239	nombre à l'U.L. en 1ère année	% ⁴
Commerce	9.2	114	16	14%
Education physique	6.6.	82	5	6%
Service social	2.2	27	3	11%
Nursing	2.4	30	2	6.6%
TOTAL	20.4%	253	26	10.2%

- 1 La moyenne entre langue préférée de communication et langue maternelle
- 2 Le pourcentage de la province qui s'intéresse à un programme de commerce ou de gestion - Rapport Bordeleau
- 3 Nombre de 13e (1239) qui s'intéresse à l'Université x pourcentage
- 4 Pourcentage du marché des domaines individuels qui est à l'Université Laurentienne en première année.

Le comité sur la planification à long-terme de l'Association des étudiants francophones se compose comme suit:

Jocelyne Beauchamp

Aurèle Bertrand

Guy Desmarais

Jean Desmarais

Monique Durette

André Valade



NORMAN WEBSTER

(...)

The French minorities outside Quebec's borders are doomed. The only way for French to survive anywhere in North America is for Quebec to become an independent, unilingual state.

Lack of protection

Natural ally? Don't be ridiculous. Quite the reverse. For if the Quebec Government prevails, if it pulls out of Canada, then the only protection French will have outside Quebec's borders is the game laws.

The francophone minorities and their language would receive all the tender care in the rest of Canada that they have traditionally had in the United States. Worse, there would almost certainly be active hostility toward French-language schooling, services or rights. The minorities would be rolled up within a generation...

The The Globe and Mail,
le 3 mars, 1978.

La solution du désespoir la plus pratique

M. René Brunelle
Queen's Park
Toronto, Ontario.

Je, soussigné, demande au gouvernement de l'Ontario de créer un parc provincial pour la protection des franco-ontariens. ☐

Je serais intéressé à vivre dans un tel parc. ☐

nom: _____

adresse: _____

Découpez et postez!

Nous faisons donc suite à ces propos en organisant une pétition adressée à notre allié civilisé au gouvernement, le secrétaire provincial au développement des ressources M. Brunelle, d'établir un comité d'étude chargé de trouver un emplacement favorable pour l'établissement d'un sanctuaire de reproduction franco-ontarien. En d'autres mots, nous demandons un "parc provincial" réservé à l'espèce "francophonis ontariensis", dangereusement menacé d'extinction.

Nous suggérons de plus que le territoire choisi favorise l'accès, par voie d'eau ou d'arbre (à la Tarzan), un corridor naturel pour rejoindre la région sauvage dite "le Québec". Dans un tel parc, les éléments essentiels à la satisfaction des besoins primaires devraient y être facilement retrouvables, et en quantité suffisante pour la population d'environ 300,000 têtes qui viendraient éventuellement y pacager.

Les avantages d'un tel environnement naturel seraient doubles. Premièrement, nous n'aurions plus à craindre ceux qui veulent nous canarder (c'est le sport préféré des pigistes peu scrupuleux et irrespectueux). A ce sujet, mentionnons que deux journées de chasse seraient permises, ce afin de permettre le contrôle des nombres de cette espèce, qui profiteraient peut-être trop de connaître pour la première fois dans leur histoire des conditions de vie normales. Donc, les journées de fêtes nationales, "la journée de la reine Victoria" (beau geste) et "Dominion Day", devraient être réservées à cette fin.

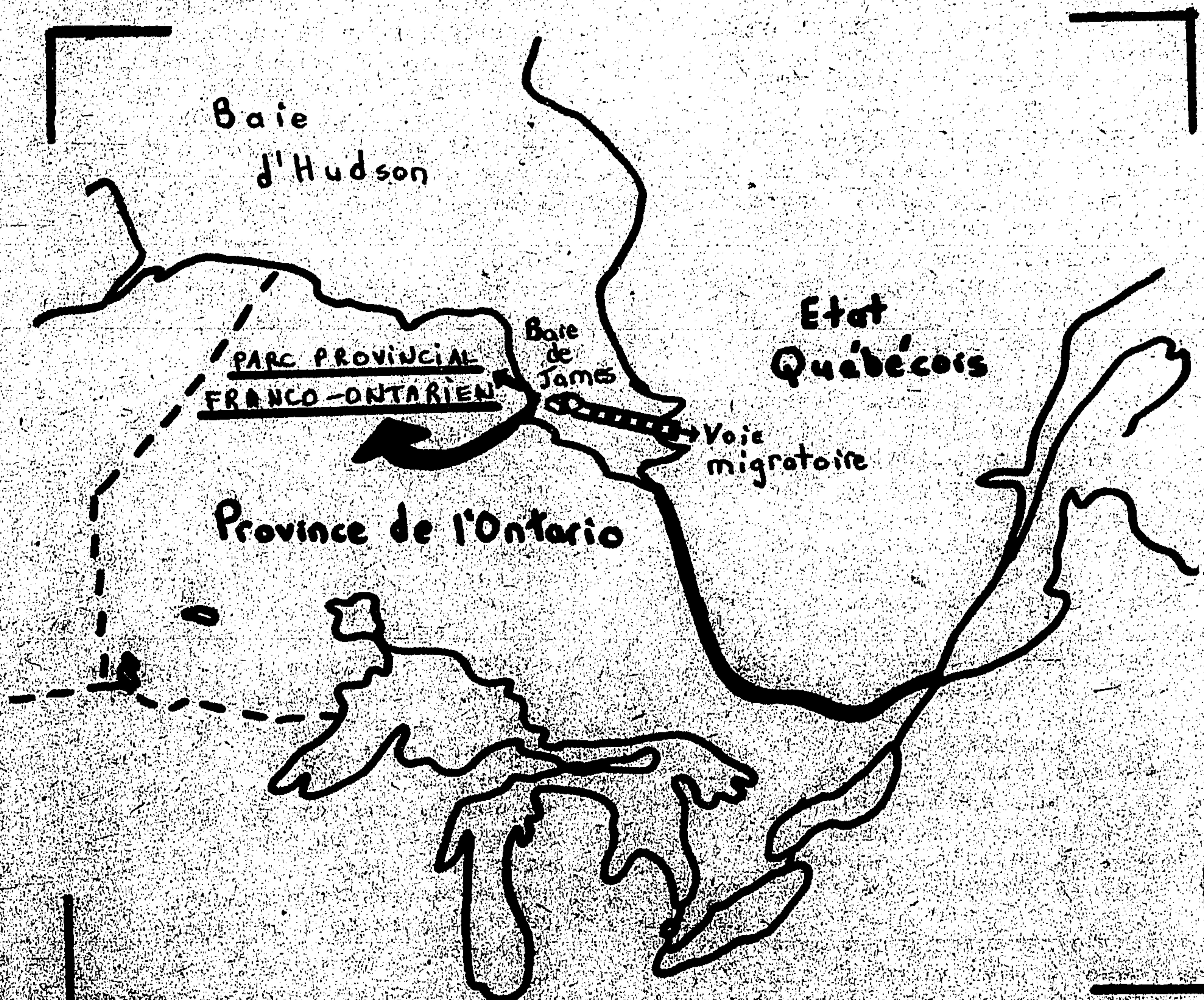
Le deuxième facteur qui supporterait notre demande porte sur la reproduction à encourager de l'espèce menacée. Un parc national pour franco-ontariens pourrait être le milieu par excellence pour "la revanche des berceaux", réaction caractéristique de cette espèce lorsqu'ils sont longtemps tenus renfermés.

Dernièrement on a imploré le pape pour qu'il proclame que les phoques du Labrador ont une âme (question d'inspirer le respect de ses bêtes). Nous comptons aussi demander au pape qu'il proclame que les franco-ontariens ont une âme.

Nos demandes sont légitimes et appuyées par des précédents légaux. Si les chevreuils et les loups peuvent se promener en paix dans des parcs spécifiquement réservés pour eux sans vivre à tout moment dans la crainte des chasseurs, nous croyons que les franco-ontariens mériteraient un traitement tout aussi humain.

Enfin, puisque nous savons quel genre de personnes nous devons convaincre, nous avons gardé le plus fort pour la fin. D'abord les avantages économiques que la province pourrait retirer d'un tel parc: l'industrie du tourisme connaîtrait un essor fou droyant. Imaginez les files d'américains, appareils photo à la main, rêvant des belles prises de vue des jeunes franco-ontariennes courant nues dans les fougères...

EMPLACEMENT SUGGERE POUR LE PARC NATIONAL FRANCO-ONTARIEN



COMPTE RENDU

Débat public du Symposium

Le but de ce symposium était de discuter l'avenir de la francophonie en Ontario. Les conférenciers étaient Gérard Lafrenière, Keith Spicer, Gérald Godin, Jeanne Sabourin et Rémy Beauregard.

Gérard Lafrenière a repris les quelques statistiques (qui avaient été rendues publiques par Pierre Savard, quelques heures auparavant) concernant la situation de la francophonie en Ontario. Entre 1961 et 1971 représente en Ontario 10% de la population et en 1976, 5.5% seulement. Donc l'assimilation s'est faite de façon plus progressive durant les dernières années. On compte présentement environ 460,000 franco-ontariens. Le français n'est plus langue d'usage que pour 25% de ces 460,000. Les facteurs exposés sont la chute de la natalité, l'accroissement des mariages mixtes et l'urbanisation. Donc la situation actuelle est sombre. Ce qui reste à la francophonie est la folklorisation du français en Ontario. Mais ceci est sans importance ou sans signification profonde puisque ceci ne peut pas arrêter le processus d'assimilation et d'acculturation. Le pouvoir économique est sous-jacent de pouvoir social. Donc s'il n'est pas possible pour la majorité des francophones de vivre en français en Ontario, il faut s'accaparer d'un pouvoir social pour qu'on puisse se doter d'un pouvoir économique fort.

Keith Spicer a fait une analogie. Il dit que le miel vient d'Ottawa où le gouvernement fédéral appuie les francophones hors Québec. Le vinaigre vient du fait qu'il ne

faut pas trop flatter ces gens d'Ottawa parce qu'il existe une incurie chez eux, et qu'à cause de cela, il y a une insuffisance à bien remplir les besoins des francophones. Il dit qu'à Queenspark, il existe premièrement une forme délicate de chantage, et qui deuxièmement Davis a une honnêteté trop janséniste: il chante des poèmes, il fait tout pour la francophonie sauf ce qui serait évident (chose que les francophones savaient depuis longtemps). Spicer a aussi établi le fait que la francophonie en Ontario n'est pas bienvenue, mais seulement tolérée. Il dit que les francophones doivent cesser de se déguiser en anglophones. Selon lui il faut maintenir une attitude de "méfiance affectueuse" à l'égard de PQ.

Gérald Godin a déclaré que le gouvernement du Québec voit les francophones de l'Ontario comme des victimes. Il a souligné des faits historiques à l'égard des francophones qui avaient été victimes des assauts répétés des gouvernements à majorité anglophone, par exemple au Manitoba en 1890, Règlement 17 en Ontario. Godin a réitéré les propos de son homologue (Camille Laurin) en disant que le PQ est toujours prêt à aider les francophones hors Québec. Il a mentionné que la province du Québec se doit de se doter d'un pouvoir puissant pour ainsi être en mesure d'aider les minorités francophones, et pour cela elle se doit de gagner le référendum.

Jeanne Sabourin est très heureuse de l'événement du 15 novembre 1976. Elle exprime sa fierté dans son ap-

partenance à la francophonie. Pour les besoins des francophones hors Québec rien n'est acquis, c'est toujours à recommencer. Les gouvernements fédéral et provincial mènent des enquêtes et font des rapports au sujet de la francophonie hors Québec. Ceci donne l'impression qu'ils s'occupent de nous, mais c'est faux: ils ne posent aucun geste concret pour améliorer le sort de la francophonie.

Rémy Beaugard a commencé son discours en disant que "tout a été dit" (je suis entièrement d'accord!) C'est difficile de trouver et de définir des solutions parce qu'on se fait bousculer par beaucoup d'événements. Il faut des gens intéressés à protéger la francophonie. Deux conditions sont nécessaires à ceci. En premier lieu il faut nous reconnaître une existence normale et sereine: normale au point de vue des services offerts en français et sereine parce qu'il faut cesser de devoir se battre pour ce qui aurait dû nous être aloué il y a très longtemps. En deuxième lieu, le gouvernement provincial doit cesser d'avoir une politique complaisante. Il a mentionné 5 moyens pour pouvoir vivre en français et d'arrêter le processus d'assimilation. Premièrement: prendre contrôle de nos moyens d'éducation aux niveaux élémentaire, secondaire, collégial et universitaire. Deuxièmement: reconnaître le droit aux services bilingues. Troisièmement: obtenir un réseau de communication ontarien en français. Quatrièmement: élaborer une politique de développement des communautés francophones. Et cinquièmement: assurer le développement économique des communautés francophones importantes. Il conclut qu'on a rien à perdre, mais tout à gagner.

Les facteurs commun qui ressortent de ce symposium sont l'assimilation, la situation sombre de la francophonie en Ontario, le

manque d'organisation et le manque de pouvoir du fédéral pour venir en aide aux minorités francophones, l'impossibilité de vivre en français hors le Québec, et l'insouciance du gouvernement de l'Ontario à l'égard de sa minorité francophone.

Tous ces facteurs sont des choses que nous savions déjà. Aucune solution concrète n'est ressortie de tout ceci. Quant aux aspects positifs de ce symposium, il y en a eu deux: Premièrement, il a aidé les gens non-conscientisés à l'être d'avantage (pour ceux qui ont participé au symposium) et aussi on a appris (c'est-à-dire ceux qui ne le savaient pas déjà) que le gouvernement du Québec est prêt à aider les franco-ontariens. Mais ces derniers doivent toujours faire l'effort constant d'être exigeant envers leur gouvernement provincial.

Donald Thibault

L'art de manœuvrer les hommes doit s'apprendre dès la naissance. Sa pratique devient plus facile avec l'expérience. Certaines femmes ont un flair instinctif mais la plupart sont obligées de faire leur apprentissage par l'essai et l'erreur. Certaines meurent déçues. Le succès dépend en partie de la séduction physique de la femme, de son intuition et, dans une large mesure, d'une ruse féminine.

ET DE...

MAINMISE

REACTIONS...

EDITORIAL

DU TONNERRE POUR L'EQUIPE (harangue de bonne chance)

L'an prochain, je dois quitter cette chère Université Laurentienne si je tiens à poursuivre mes études. Je ne regrette pas ce départ car, ayant vu et compris ce que je vois et comprends maintenant, je ne peux m'empêcher de me demander si ailleurs...

Ce que je regrette par contre, c'est d'avoir mis trois ans à me donner raison de croire que bien peu de tout ce qui se passe ici est juste, ou satisfaisant, ou même acceptable. J'ai compris, mais trop tard, que les efforts que je pourrais faire en vue de contribuer positivement à notre situation collective de déshérités auraient été tout aussi valables, peut-être bien plus, que tout ce qu'on avait tenté auparavant.

J'ai passé ma première année à apprendre petit à petit que la plupart de mes cours étaient vraiment insignifiants. Ma deuxième année fut dévorée par une crise de remise en question intérieure, qui provoqua l'abandon du deuxième semestre d'études. Au cours de ma troisième année enfin, un maître, un vrai, a pris la peine de m'aider à mieux percevoir ma situation existentielle plus large, celle de ma collectivité ethnique. Les problèmes que j'apprenais à connaître semblaient identifier une grosse part de l'insatisfaction obscure que je sentais. Il me sembla dès lors que l'engagement dans une action sur le plan politique ou social s'imposait à moi, afin que je sois conséquent avec ma situation, et aussi pour mieux affronter ma désorientation intérieure.

Mais il était déjà tard pour commencer l'apprentissage du contexte: comprendre les processus décisionnels officiels et officieux, connaître les figures sympathiques ou antipathiques, progressives ou réactionnaires, identifier les individus et les intérêts en place qui maintiennent le statu quo, apprendre quels étaient les projets et les tentatives du passé et comprendre pourquoi ils ont échoués, et surtout d'envisager l'idéal ou les buts vers lesquels tendre. Tout ce bagage est d'autant plus difficile à accumuler qu'il n'existe pas la moindre politisation, la moindre solidarité, la moindre communication entre des étudiants conscients (ça, il en existe) ou entre étudiants et professeurs plus ou moins engagés. La réaction ici ne semble jamais déborder le simple phénomène intérieur individuel.

Ainsi, mon action, demeurée plus ou moins individuelle, a été jusqu'ici peu efficace, car elle n'a pu atteindre sa maturité dans la communion avec d'autres. Maintenant, ayant enfin acquis quelque peu de confiance dans mes perceptions, et ayant développé la hardiesse qu'il faut pour prendre la parole dans un milieu trop plein de "bon sens", il aurait fallu que je m'applique à communiquer effectivement avec d'autres dont l'acheminement intérieur dispose à l'engagement selon des coordonnées semblables aux miennes.

C'est seulement lorsque les individus ainsi conscients se sentiront liés d'amitié, grâce au partage de perceptions, de sentiments et de volonté commune qu'ils auront investi dans un projet d'action concertée, qu'ils pourront dépasser la seule

du tonnerre ...

réaction individuelle. Dans l'engagement véritable, dans l'action contre les conditions subies par tous bien qu'assumées par les seuls plus capables, ils pourraient ensemble vraiment vivre leurs valeurs enfin plutôt que de vivre chacun de sa bonne conscience.

Il m'aurait fallu bien du temps encore. Il m'aurait fallu sentir un désir beaucoup plus grand de prendre tout le temps qu'il faudrait pour vraiment rejoindre certains gens. Car, il n'y a aucun lieu de ralliement déjà en place. Nos seules institutions étudiantes, l'A.E.F. et REACTION, seront toutes deux à repeupler presque complètement l'an prochain. De toute façon, il est trop tard pour moi, car ma seule prise de conscience a pris toutes mes quatre années ici, et c'est maintenant l'échéance. Place alors aux nouvelles figures.

Une nouvelle équipe, élue par acclamation, assume la direction de l'A.E.F. l'an prochain. Je tiens à leur communiquer publiquement mes propos afin qu'ils servent aussi d'encouragement aux autres étudiants qui oeuvreront à l'A.E.F. l'an prochain. Je soutiens que ces perspectives sont les plus réalistes et les plus valables possible pour l'A.E.F., bien qu'elles n'ont de valeur qu'en tant que témoignage d'un "ancien".

Tout d'abord, il ne faut pas se faire d'illusions. Les étudiants francophones ne se lanceront pas en masse pour aider l'A.E.F. dans son travail. Tout au plus, on pourra compter une demi-douzaine de vrais fidèles. Mais il y aurait un moyen d'agrandir un peu ce groupe, en demandant aux professeurs les plus coopératifs de signaler lesquels de leurs disciples pourraient possiblement se sentir une volonté de participation intéressante. Il s'agit de récupérer ces individus conscients et capables par le contact personnel sympathique et prolongé. Visez la qualité puisque la quantité n'y est pas.

Il faudrait aussi vous mettre bien au courant des projets, des expériences et des revers, de l'histoire en somme, des francophones à l'Université Laurentienne depuis quelques années. Pour ce faire, il faut parler avec ceux qui y étaient présents et impliqués, surtout les professeurs. Il est question par ceci de se donner une bonne connaissance des structures et des figures au pouvoir, de même que des stratégies et tactiques déjà déployées. L'idéal serait de monter une sorte de dossier justificateur de la revandication francophone, bien que telles informations ne nous parviennent rarement de façon claire, nette et précise.

S'il n'y a pas de Service d'animation pour s'occuper du travail d'organisation des activités culturelles, il faudrait dès le départ dresser un calendrier fixant un nombre raisonnable d'activités réalisables. Il faut éviter de continuellement dépenser son énergie mentale sur une suite d'activités "bouche-trou".

Votre énergie devrait plutôt être dépensée surtout sur un seul projet important et intelligent: à mon avis, les deux premiers points du programme de l'équipe établissent une orientation sérieuse et valable. Il vous reste à réfléchir sur le projet comme tel maintenant, sur les moyens à prendre pour réaliser vos objectifs. Quels leviers peut-on faire agir, comment peut-on avoir une influence réelle, comment mener une action efficace plutôt que se démenier sans résultats? Quand on ne forme qu'un groupe restreint - une minorité dans une minorité - les moyens de forcer une situation stagnante ne sont pas toujours la politesse ni le respect des mécanismes politiques qui jouent contre nous depuis des années. Ce sont les objectifs justes et altruistes que partagent le groupe qui méritent le seul respect, et qui doivent être la force intérieure, la justification des affrontements qui seront nécessaires et inévitables.

du tonnerre...

L'erreur du passé chez nos dirigeants étudiants a toujours été de s'attendre à voir une manifestation de la volonté populaire avant de se sentir le droit d'agir. Pourtant, la plupart des étudiants ne veulent strictement rien. Non parce qu'ils n'ont pas d'intérêts à prouver, mais parce qu'ils n'ont pas pu poursuivre le même cheminement intérieur, celui qui permet enfin de comprendre comment et pourquoi il faut prendre la parole. Ceux qui ont conquis telle conscience et tel courage sont des privilégiés. Ils forment en quelque sorte une élite (bien qu'on a peur de ce mot de nos jours) qui a des responsabilités envers le groupe de gens parmi lesquels ils vivent. Ils doivent, pour tous et au nom de tous, prendre l'action qui peut répondre aux injustices et promouvoir les intérêts de tous.

Etre "porte-parole des étudiants", comme le programme le dit, c'est prendre la parole pour ceux qui n'ont pas de voix. C'est se sentir seuls, c'est manquer d'encouragement, c'est souhaiter un peu de reconnaissance pour ses efforts sans qu'il en vienne trop souvent, c'est souffrir de l'apathie de ceux qui semblent se sacrer de tout. C'est un devoir noble que vous vous imposez parce que vous croyez en ce que vous sentez. "Bien parler, c'est se respecter", c'est peut-être ça que ça veut dire.

Je serais parmi vous à l'A.E.F., beaucoup plus que je l'ai été jusqu'ici, si je revenais ici l'an prochain. Je ne dis pas que j'y aurais réussi plus qu'un autre. Mais je peux dire que je me serais trouvé, éventuellement, parmi du monde que j'aurais pu respecter.

Normand Renaud

CONFERENCE...

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE
L'UNIVERSITÉ LAURENTIENNE

S.H.U.L.

CONFÉRENCE PUBLIQUE

PAR

M. ROBERT CHOQUETTE

AUTEUR DU LIVRE: LANGUAGE AND RELIGION;
A HISTORY OF ENGLISH-FRENCH
CONFLICT IN ONTARIO

" DE WHITNEY A DAVIS " :

LES AVATARS DU RÈGLEMENT XVII

LE LUNDI 13 MARS A 20 HEURES DANS L'AMPHITHEATRE
DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION DE L'UNIVERSITÉ LAURENTIENNE